



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale

Règlement de la consultation

Phase de candidature

Procédure n° 2026-01

Marché public de techniques de l'information et de la communication

Pouvoir adjudicateur contractant :

L'Etat - Services du Premier ministre
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)
51, bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP

Service bénéficiaire :

L'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI)

Objet du marché :

Conception de problèmes de cryptographie post-quantique (PQC)

Date limite de réception des plis électroniques contenant les candidatures :

Lundi 30 mars 2026 à 12h00 (heure de Paris)

Sommaire

Article 1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 Objet de la consultation.....	3
1.2 Durée du marché	4
Article 2 - Conditions de la consultation	4
2.1 Contenu du dossier de consultation	4
Article 3 - Présentation des candidatures	4
Article 4 - Modalités d'envoi des candidatures (obligatoirement par voie électronique).....	5
4.1 Modalités de transmission du pli par voie électronique.....	6
4.1.1 Dispositions générales concernant la transmission par voie électronique.....	6
4.1.2 Plate-forme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur	6
4.1.3 Exigences relatives à la signature électronique.....	6
4.1.4 Copie de sauvegarde.....	6
4.1.5 Anti-virus	7
Article 5 - Examen des candidatures.....	7
5.1 Sélection des candidatures	7
5.2 Critères de jugement des candidatures.....	9
Article 6 - Questions relatives à la procédure.....	9
Article 7 - Clause sociale.....	10
Article 8 – Clauses environnementales	11
Article 9 – Contentieux.....	11

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la **conception de problèmes de cryptographie post-quantique (PQC)** au profit de l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), rattachée au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

L'ANSSI souhaite faire concevoir une douzaine de problèmes en cryptographie post-quantique qui seront utilisés comme épreuves pour le test inter CESTI.

Chaque problème demandé prend la forme d'instructions et d'artefacts de programmation (par exemple, code source, code binaire ou valeurs d'entrées-sorties), comportant une vulnérabilité cryptographique permettant l'obtention d'un secret. Ce type de problème apparaît fréquemment dans des événements de type « Capture The Flag » (CTF) dans la communauté de la cybersécurité.

Tous les problèmes doivent être implémentés par le titulaire. Le développement de ces problèmes étant réalisé dans le cadre de test inter CESTI, leur implémentation devra contenir des vulnérabilités cryptographiques. Les scripts de résolution qui permettent d'obtenir le secret devront également être implémentés et fournis par le titulaire.

De brèves descriptions des problèmes qui incluront les vulnérabilités cryptographiques à introduire seront fournies par l'ANSSI.

Le titulaire pourra optionnellement proposer des problèmes alternatifs à l'ANSSI qui viendront, avec accord de l'ANSSI, remplacer ou compléter certains problèmes initiaux. Il s'agira de variantes qui pourront être proposées lors de la phase de remise des offres par les soumissionnaires.

Les prestations attendues comprennent la fourniture des livrables ci-dessous :

- les problèmes, leur implémentation, les scripts de résolution ;
- un document décrivant la conception des problèmes en précisant et détaillant les vulnérabilités introduites.

Le titulaire devra également se rendre disponible pour assurer le soutien aux CESTI pendant le test inter CESTI. Le test inter CESTI est prévu pour le deuxième trimestre 2027 pour une durée de deux mois.

En outre, le titulaire devra participer à des réunions mensuelles avec l'ANSSI pour discuter de l'avancement du développement des problèmes et des problèmes rencontrés.

Numéro de référence de la nomenclature CPV : 72232000-0 - Développement de logiciels transactionnels et de logiciels personnalisés.

1.2 Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de 15 mois à compter de sa date de notification.

L'exécution du marché est prévue en deux temps :

- La fourniture de l'ensemble des livrables (problèmes et documents de description) dont le délai d'exécution est estimé à 3 mois ;
- Le suivi des participants lors de la réalisation du challenge qui est estimé à 2 mois au cours du 2^{ème} trimestre 2027.

Article 2 - Conditions de la consultation

La présente consultation est une procédure avec négociation, en application des dispositions de l'article R. 2124-3-1° du Code de la commande publique (CCP).

2.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation de la phase de candidature comprend :

- Le présent règlement de la consultation en phase de candidature (RC) ;
- le DC1 ;
- le DC2.

Article 3 - Présentation des candidatures

Les candidatures seront rédigées en langue française.

Le dossier relatif à la candidature contiendra entre autres :

- **Une lettre de candidature ainsi qu'une déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (le candidat pourra utiliser le formulaire DC1 « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants ») ;
- **La copie du ou des jugements prononcés**, si le candidat est en redressement judiciaire ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- **Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat** ;
- **Une présentation de la société** faisant apparaître les moyens humains dont elle dispose et **ses références** sur les dernières prestations similaires ;

- **La capacité financière** : déclaration du chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.

Toutefois, si un candidat est en exercice depuis moins de trois ans, il sera autorisé à candidater. Dès lors, tout justificatif devra obligatoirement être transmis concernant son chiffre d'affaire depuis le début de son activité.

Pour justifier de ses capacités financières, techniques et professionnelles, le candidat pourra utiliser le formulaire DC2 « déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (constitué conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du Code de la commande publique), le candidat produit les mêmes documents concernant chaque cotraitant que ceux qui sont exigés pour lui. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

De même, si le candidat envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, il produit les mêmes documents concernant chaque sous-traitant que ceux qui sont exigés pour lui. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour les sociétés nouvellement créées, la preuve des capacités techniques, professionnelles et financières peut être apportée par tous moyens.

Dispositif : « *Dîtes-le nous une fois* » : Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, cette consultation est éligible au dispositif « Dîtes-le nous une fois ». Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents de candidature relatifs aux capacités juridiques, techniques, professionnelles, économiques et financières si ceux-ci ont été transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas ils indiquent dans leur candidature les documents concernés ainsi que la référence de la consultation pour laquelle les documents ont déjà été transmis. La transmission d'une nouvelle lettre de candidature (formulaire DC1) est cependant requise.

Dispositif DUME : Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code précité. Le pouvoir adjudicateur exige que le DUME soit rédigé en français, conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Article 4 - Modalités d'envoi des candidatures (obligatoirement par voie électronique)

Le candidat devra transmettre sa candidature obligatoirement par voie électronique.

La date limite de réception des plis est celle indiquée en page 1 du présent document.

Le pli électronique contiendra les documents demandés au titre de la candidature.

4.1 Modalités de transmission du pli par voie électronique

4.1.1 Dispositions générales concernant la transmission par voie électronique

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des plis par voie électronique** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

4.1.2 Plate-forme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation est également disponible sur ce site (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>).

Une assistance téléphonique est également disponible après création du ticket de demande d'assistance à l'adresse Internet suivante : UTAH - Créer une demande (marches-publics.gouv.fr).

Le candidat a la possibilité de poser des questions à la personne publique sur le dossier de consultation via le bouton « Déposer une question » qui apparaît dans la rubrique correspondante lors de la consultation du DCE. Il recevra la réponse par ce biais.

4.1.3 Exigences relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature n'ont pas à être signés électroniquement.

4.1.4 Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les candidats sont autorisés à transmettre par voie postale ou contre récépissé une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM) ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde doit être

placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde – PAN 26-01 règlement de la consultation phase de candidature** » et doit être transmise avant la date et heure limite de réception des plis indiquées en page 1 du présent document, à l'adresse suivante :

M. Le chef du bureau Achats/Marchés
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale –
Administration générale
51, boulevard de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP

4.1.5 Anti-virus

Le candidat s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature du candidat devra être traité préalablement à son envoi par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Article 5 - Examen des candidatures

5.1 Sélection des candidatures

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique, le soumissionnaire ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

En cas de candidature avec un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique, le formulaire indique par défaut que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner. Il appartient, le cas échéant, au candidat de mentionner le motif concerné par l'interdiction de soumissionner.

En application des articles L2141-7 et suivants du code de la commande publique, sont exclues de la procédure de passation du marché public :

1° les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur

2° les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution;

3° les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens;

4° les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;

5° les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Un opérateur économique ne peut être exclu en application des dispositions qui précèdent que s'il a été mis à même par l'acheteur d'établir, dans un délai raisonnable et par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance, quand le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Si l'acheteur public constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Conformément à l'article R.2144-7 du CCP, les candidatures incomplètes, comportant de faux renseignements ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités économiques et financières, techniques et professionnelles suffisantes requises pour l'exécution du marché sont éliminées.

5.2 Critères de jugement des candidatures

Le représentant du pouvoir adjudicateur sélectionnera les candidatures en application des critères de jugement suivants :

- Le candidat devra justifier de ses compétences professionnelles et de la présence d'une équipe spécialisée susceptible de réaliser la prestation attendue, au travers des exemples fournis dans son dossier de candidature.
- Le candidat et plus précisément les membres de l'équipe du développement doivent démontrer une expertise de plusieurs années d'expérience dans le domaine de la cryptographie (classique et post-quantique) mais également dans l'analyse et le développement de mécanismes et protocoles de cryptographie post-quantique.
- Au moins l'un des membres de l'équipe du développement de la solution devra être titulaire d'un doctorat dans le domaine de la cryptographie, ou démontrer publiquement un niveau de compétence en cryptographie équivalent.
- Le candidat doit démontrer sa connaissance du domaine des attaques par canaux auxiliaires (SCA) et être en mesure de générer des traces de mesure en consommation ou électromagnétisme (jusqu'à 1 million) sur un circuit intégré, un FPGA, ou à partir d'une simulation. Ces traces devront correspondre à une ou plusieurs implémentations d'algorithmes cryptographiques qui seront spécifiés dans le marché. Le candidat devra être capable de valider via des analyses que les traces présentent les vulnérabilités demandées dans le cahier des charges.
- Pour garantir l'égalité de traitement des participants au test inter CESTI, le candidat ne peut être un CESTI, ou appartenir au même groupe qu'un CESTI.

Article 6 - Questions relatives à la procédure

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats.

En cas de dysfonctionnement de la plate-forme de dématérialisation, ils pourront également adresser leurs demandes au bureau achats et marchés via l'adresse courriel fonctionnelle suivante : marches@sgdsn.gouv.fr , en précisant dans l'objet du message le nom du marché et son numéro (PAN_26-01_PQC).

Le candidat a la possibilité de poser des questions à la personne publique sur le dossier de consultation via le bouton « Déposer une question » qui apparaît dans la rubrique correspondante lors de la consultation. Il recevra la réponse par ce biais.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires et aux compléments d'information reçues jusqu'au dixième jour avant la date limite de réception des candidatures sont transmises aux candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée en page 1 du présent document.

Article 7 - Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeune en situation de décrochage scolaire (facultative)

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, le SGDSN souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables.

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de seize (16) à vingt-cinq (25) ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education nationale.

Dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui sera transmis en phase offre, cette action se présentera sous la forme d'un volume horaire minimum et constituera une condition d'exécution de ce présent marché.

Le volume horaire minimum exigé sera celui indiqué dans le CCAP. Il sera à réaliser pendant la période du marché. Néanmoins, les candidats pourront dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

Les candidats devront joindre à leur offre la fiche entreprise, annexée à l'acte d'engagement disponible en phase offre ; de plus, et s'ils le souhaitent, les candidats pourront proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

En tout état de cause, il sera demandé aux candidats, de présenter dans leur offre un engagement ferme de réaliser la clause sociale, en remplissant le plus lisiblement possible la « Fiche entreprise », de manière précise et adaptée au public concerné.

Article 8 - Clauses environnementales

Dans le respect d'une démarche environnementale, le pouvoir adjudicateur souhaite que le futur titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les échanges dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants. A défaut, il pourra remettre les livrables sous format papier à condition de privilégier une solution d'impression respectueuse de l'environnement : impression sur papier 100% recyclé ; impression en mode « recto-verso » ; dans la mesure du possible, impression des deux faces du document sur une seule page ; impression en noir et blanc ; utilisation de cartouche reconditionnées ; utilisation d'encre végétales ; recyclage des cartouches vides.

Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, le titulaire met en place une politique de Green IT (tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché.

- Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES)

Conformément à la réglementation en vigueur, l'offre des soumissionnaires devra comporter l'état de leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre et/ou de transition énergétique ; pour cela, ils pourront s'appuyer sur la méthode présentée par le Ministère de la transition écologique trouvable via ces liens : [methodo BEGES decli 07.pdf](#), [Fiche outil-Communication BEGES.pdf](#) et [Fiche pratique du Bureau Conseil Juridique Cas d'exclusion BEGES.pdf](#).

Conformément aux dispositions de l'article L. 2141-7-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement qui ne satisfont pas à leur obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

Lors de la phase offre, le candidat devra remplir une annexe environnementale qui sera annexée au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent marché.

Article 9 - Contentieux

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75781 Paris Cedex 04 :

Tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr – Télérecours : <https://www.telerecours.fr>